

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 novembre 2024

Des infos personnelles.

Une bonne nouvelle : J'ai renouvelé l'abonnement au serveur qui abrite le blog pour les 3 années à venir, 142 euros TTC, 12.900 roupies. J'ai réglé la facture en ligne avec l'aide de mon beau-fils Manikandan et sa carte visa. Je ne demande pas de participation financière aux lecteurs.

Ce blog est le seul moyen d'expression indépendant dont je dispose. Il est à votre disposition.

Chaque mois, je me lance dans la rédaction d'articles et je m'aperçois ensuite qu'ils nécessiteraient de longs développements, et comme je n'ai plus de temps à y consacrer une fois les causeries terminées, je les abandonne, c'est la rançon de mon isolement. C'est dommage, car j'ai conscience d'aborder un tas de sujets sous des angles originaux en prenant en compte des facteurs ou des éléments qui sont souvent négligés, si bien que j'arrive presque systématiquement à des conclusions différentes de celles que j'avais retenues jusque-là, autrement dit, je ne perçois plus les choses tout à fait de la même manière, ma connaissance progresse et je ne peux pas la partager, tant pis, cela dit je m'en sers dans mes causeries. Dès fois, vous vous êtes peut-être demandés d'où je pouvais bien sortir tel ou tel truc, ne cherchez plus, vous avez la réponse, j'ai eu l'occasion d'y réfléchir longuement auparavant, à vous de faire de même, désolé de ce petit désagrément.

Vous avez dû constater lors de la dernière causerie, que j'avais encore posté un commentaire à un blog, c'était une provocation ou histoire de déclencher une réaction hystérique de lecteurs malfaisants ou abrutis au dernier degré, eh bien cela n'a pas loupé ! Les lecteurs attirés de blogs réagissent comme les militants d'un parti, à la moindre critique ou au moindre désaccord, ils vous rentrent dedans et vous traitent d'ignare, c'est systématique, ils leur appartient que voulez-vous. Ils fonctionnent à la manière des sectes ou des philosophes enfermés dans les systèmes qu'ils ont créés et dans lesquels ils évoluent, et ils considèrent que tout ce qui se situe à l'extérieur n'existe pas ou est nuisible, il faut donc l'éliminer ou ne pas en tenir compte. Ils n'ont pas un esprit libre ou ouvert sur le monde, tourné vers les autres, non, ils ont un esprit sectaire et dogmatique, borné et limité à leurs croyances ou à leurs propagandes, et ils passent leur temps à les justifier, ils ne font rien d'autres. Leurs commentaires ou les publications de ces partis sont réservés à des initiés, à ceux qui pensent comme eux, ils pratiquent l'entre-soi, donc si ce n'est pas votre cas, vous êtes un intrus, un indésirable, et on vous le fait rapidement savoir. Un conseil, ne perdez pas votre temps avec eux ou fuyez-les, ils ne vous apporteront rien de bon ou que des illusions.

Autres choses.

Autres dépenses conséquentes, la batterie de l'onduleur (1.100 roupies) et celle du smartphone Vivo (8 ans) (1.400 roupies).

Ma maison est devenue un mini dispensaire et pharmacie ou l'on distribue quelques médicaments gratuits, des massages (par ma compagne) et des conseils, un dépôt de riz pour la famille, on rachète 15 roupies le kilo à des gens de notre village le riz distribué gratuitement à la population par le gouvernement. Ne me demandez pas pourquoi ils ne le mangent pas ou ils ne le proposent pas à des membres de leurs familles, nous, nous le mangeons et nous le trouvons même meilleur que le riz à 75 roupies du commerce, il est moins blanchi et il se tient mieux à la cuisson, c'est aussi le riz que l'on donne à nos 4 chiens. 1 euro = entre 85 et 93 roupies.

Chaque mois des membres de la famille de ma compagne passent chez nous et repartent avec un sac de 30 à 40 kilos de riz. On leur revend le même prix évidemment, et tous les services qu'on fournit à des gens sont gratuits, je dirai même que cela nous coûte, puisqu'on leur offre une collation, et il arrive souvent qu'ils leur manquent quelques dizaines de roupies qu'on leur réclame pas, ils sont encore plus pauvre que nous.

Je pensais que nous n'aurions peut-être pas de mousson cette année parce qu'il n'a pas arrêté de pleuvoir depuis la mi-juin, et bien c'est le contraire avec des pluies diluviennes ! Encore un frangipanier de foutu, la sélection naturelle.

Pour plusieurs raisons, j'ai décidé de modifier notre alimentation. On remplace de plus en plus la viande très chère par le poisson moitié prix, des sardines ou des maquereaux ou l'équivalent, 200 roupies le kilo, le bœuf est à 350 roupies, le poulet à 240 roupies, mais une fois soustraits la peau et les os, il reste environ 400g de comestibles, ce qui met le kilo de poulet au même prix environ que le bœuf, on se passe du mouton, en fait de la chèvre à 800 roupies le kilo dont la moitié constituée d'os, ce qui met le kilo à 1600 roupies, un produit de luxe ! Reste les œufs à 6 roupies, il en faut 2 pour avoir la ration quotidienne nécessaire en protéine, on en consomme presque tous les jours.

Une réflexion politique.

La politique officielle ou institutionnelle, parlementaire offre un spectacle tellement médiocre et si repoussante, que tous ceux qui auraient été tentés à un moment ou un autre de s'intéresser à la politique ou de s'engager politiquement, préféreront s'abstenir ou rester à l'écart. Si bien que parmi ceux qui franchiront le pas, la plupart figureront parmi les plus influençables, parce qu'ils sont motivés avant tout par des intérêts purement individuels et immédiats qu'ils espèrent pouvoir satisfaire. C'est ainsi qu'ils viendront grossir les rangs des opportunistes ou des propagandistes du régime, qui n'ont rien à voir avec le socialisme ou qui du reste ne s'en réclament pas.

Remarquez bien, qu'il ne peut en être autrement, je vois d'ici de quoi on va encore m'accuser, alors je prends les devants : Quand aurais-je affirmé le contraire ? Jamais, de là à nier comment les choses se passent réellement il y a une marge, n'est-ce pas ? Moi, je m'en prends à ceux qui nient ce constat, qui nient que l'orientation du mouvement ouvrier n'a cessé d'être opportuniste et réactionnaire depuis le milieu des années 20 jusqu'à nos jours, toutes les victoires qu'ils célébrèrent, furent en réalité des défaites pour la classe ouvrière, et c'est facile d'en apporter la preuve.

Cela dit, mon intention n'est pas de nier la place ou l'importance de la lutte de classe du prolétariat, mais de la remettre à la place qu'elle n'aurait jamais dû quitter. La surinterprétation qui en a été faite a servi avant tout le PS et le PCF, les alliés ou agents du régime qui contrôlaient le mouvement ouvrier. De la même manière, le progrès social qui en découlait fit aussi l'objet d'une interprétation biaisée, parce qu'un seul aspect en fut retenu.

Or, si on avait tenu compte des autres aspects, notamment de l'exploitation qu'allaient en faire les capitalistes et le profit qu'ils allaient en tirer, on serait parvenu à une toute autre interprétation, qui aurait mis en lumière l'orientation opportuniste du mouvement ouvrier dirigé par le PS et le PCF, et de mieux comprendre à partir de là, comment les capitalistes allaient intégrer dans leur stratégie mondiale et leur calcul, les concessions sociales qu'ils avaient dues accorder à la classe ouvrière, bref, on serait parvenu à une toute autre analyse de la situation mondiale et des rapports entre les classes.

Plusieurs éléments m'avaient mis la puce à l'oreille bien avant d'en arriver à ce constat, dont celui provenant de Marx, qui dans *Le Capital* (je crois) expliqua pourquoi vers le milieu du XIXe siècle en Grande-Bretagne des capitalistes s'étaient prononcés pour la réduction de la journée de travail à 8 heures, alors qu'à cette époque elle était au minimum de 10 heures dans toute l'industrie, comptant sur l'introduction de machines leur permettant de réaliser des gains de productivité très importants pour compenser cette diminution du temps de travail, sachant que leurs concurrents seraient obligés de les imiter s'ils ne voulaient pas perdre leur main d'œuvre, et que puisqu'ils ne disposaient pas des capitaux pour investir dans ces nouvelles machines, ils seraient condamnés à la faillite ou il ne leur resterait plus qu'à leur céder leurs entreprises. Par conséquent, ces braves capitalistes ne pensaient nullement au bien-être de leurs ouvriers en réalisant cette opération, ils comptaient juste en profiter pour accroître leur activité et s'enrichir davantage.

De manière générale, c'est grâce à l'impérialisme et à la colonisation, au surprofit qu'il allait en tirer, que le capitalisme occidental put financer des réformes sociales et participer à l'élévation du mode de vie de la classe ouvrière ou dont nous avons tous profité. Plus tard, ce ne sera plus seulement l'exploitation des matières premières qui remplira cette fonction, mais la fabrication de produits finis à travers la délocalisation de pans entiers de l'industrie notamment en Asie.

D'où l'importance pour l'impérialisme occidental de préserver ses parts de marché dorénavant menacés par d'autres puissances, la Chine, la Russie et leurs alliés des Brics, sous peine de devoir réduire le mode de vie de leur population, et la tentation du totalitarisme pour l'imposer, toutes ces guerres...

Nous disions plus haut que les victoires qui étaient revendiquées par nos dirigeants furent en réalité davantage des défaites pour la classe ouvrière, parce qu'elles ne permirent jamais de remettre en cause le système d'exploitation, ce qui permit en quelque sorte aux capitalistes de se les attribuer, à raison finalement, puisque le socialisme est renvoyé aux calendes grecques, en voici quelques exemples :

- Au milieu des années 30, le Front populaire, sa nature, la collaboration de classe avec le Parti Radical, la négation du socialisme, le social-chauvinisme, le social-patriotisme, etc. il se soldera par une guerre impérialiste et le régime de Vichy... En voilà une belle victoire !

- Le Conseil National de la Résistance, l'alliance du PCF avec les royalistes en passant par les gaullistes et autres réactionnaires. Il participera à la lutte contre le mouvement révolutionnaire qui prenait forme vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, au désarmement des masses au lendemain de la fin de la guerre, le slogan du PC l'illustrera à merveille : « *Un seul Etat, une seule police, une seule armée* » (M. Thorez), ceux du capital... En voilà une belle victoire !

- La Quatrième République et ses gouvernements dont certains sont nostalgiques, auxquels participèrent également PCF et SFIO avec les partis bourgeois. Aussi sociale-impérialiste que la Troisième République, elle fera la guerre aux peuples vietnamien et algérien notamment, et elle

s'achèvera par l'avènement de la Ve République, plus antidémocratique que jamais... En voilà une belle victoire !

- Mai 68, dont le slogan « *changer la vie* » aura pour fonction de s'opposer à tout changement de régime économique et politique, il servira de catalyseur à la société du spectacle ou du divertissement, à l'idéologie sociale-libérale libertaire ultra réactionnaire dorénavant omniprésente, avec laquelle la « *gauche* » (NFP) et l'extrême centre s'identifient avec la complicité de l'extrême gauche, dont : La théorie du genre ou transgenrisme, les drag queens ou vulgaires travelos décérébrés, le mouvement LGBT faisant la promotion de l'homosexualité, cautionnant la pédophilie, de toutes les perversités sexuelles dans la foulée de la pornographie, le féminisme fanatique destiné à dresser les femmes contre les hommes élevés au rang de violeurs potentiels, la destruction des rapports entre les différentes générations, de la hiérarchie sociale naturelle existant entre les enfants et leurs parents ou à l'école, de sorte qu'ils en perdent le contrôle, la promotion du nihilisme et la remise en cause toutes les connaissances acquises pour pouvoir imposer leurs récits et « *règles* » tout droits sortis de cerveaux malades et furieusement mégalomaniques, une conception ou une interprétation de la nature qui nous renvoie à la métaphysique et à l'obscurantisme du Moyen-Age, à l'époque de l'Inquisition dont les partisans de cette idéologie sont nostalgiques, etc. Voilà pour l'aspect progressiste !

- 1981, l'élection de Mitterrand, d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale subordonnée à « *l'économie de marché* » au crépuscule de l'URSS et du Pacte de Varsovie, prépareront le terrain à l'avènement du néolibéralisme ou à l'idéologie néoconservatrice. Cette période mettra fin à l'illusion, selon laquelle une majorité PS-PCF déboucherait sur une révolution, théorie frauduleuse soutenue par les trotskystes lambertistes (OCI-PCI-POI-PT) qui étaient en fait des agents de la social-démocratie ou du régime. Le mouvement ouvrier et son avant-garde se disloqueront ou ne s'en remettront pas. Voilà pour toute perspective révolutionnaire... réduite à néant !

- L'élection de Hollande, puis celle de Macron, viendront couronner ces merveilleuses victoires... de la réaction.

Pendant tout ce temps-là, un siècle tout de même, c'est long, au lieu d'avancer vers le socialisme, on n'a pas cessé de s'en éloigner, une victoire pour ses ennemis.

Ce 18 novembre 2024, il n'existe pas même l'embryon d'un parti et d'une Internationale socialiste révolutionnaire digne de ce nom, si vous appelez cela une victoire, c'est qu'on ne parle du tout de la même chose. Répétons-le, il ne s'agit pas de nier quoi que ce soit ou de réécrire l'histoire de la lutte des classes et de l'évolution du capitalisme mondiale, mais d'en faire un bilan honnête, une expression dont on semble avoir perdu la signification de nos jours, car il serait trop compromettant, vous devinez pour qui.

Ne nous formalisons pas pour si peu. Jadis, pendant des siècles ou davantage encore, les peuples crurent un tas de sornettes, puis les forces productives se développèrent, la philosophie de la nature évolua parallèlement, toutes les sciences progressèrent, et on finit par découvrir la dialectique qui régissait l'ensemble de ce processus historique, et ni rien ni personne ne purent s'y opposer, donc il y a encore de l'espoir !

Il ne reste plus aux exploités qu'à l'assimiler, cela prendra encore des décennies, un demi-siècle, un siècle, plus, qui sait, plus nous serons nombreux à en prendre conscience, plus nous serons nombreux à la faire connaître ou à la partager autour de nous, avec un peu de chance, plus ce délai diminuera et nous nous approcherons de notre objectif, de notre émancipation.

Si maintenant on ne veut pas admettre qu'il faut bien commencer par un bout, on n'y arrivera jamais. De toutes manières, nous n'avons pas le choix, c'est adopter le matérialisme dialectique ou sombrer dans le déni permanent et aller de désillusion en désillusion jusqu'au suicide ou la folie.

Tardieu est devenu fou, il vient de nous en fournir la preuve. Tenez, à ceux qui le pensent si fort que je l'entends d'ici :

Le processus qui couvre un siècle en France (en Europe et aux Etats-Unis ...), que je viens de rappeler brièvement, s'est déroulé sur le plan économique et politique.

Et bien voilà, pour prendre deux exemples significatifs, en Chine et en Inde, avec un décalage d'environ un siècle, si on situe l'envolée de l'industrialisation en France vers le milieu ou le troisième tiers du XIXe siècle, on assiste au même processus avec des résultats quasiment identiques sans que la lutte de classe du prolétariat ne soit intervenue, le développement économique de ces pays est dû essentiellement à l'ouverture de capitaux étrangers, à l'investissement d'énormes masses de capitaux occidentaux et à leur endettement sur le marché financier international, à leur attelage ou intégration à l'économie capitaliste mondiale. En Chine ce processus débuta au début ou vers le milieu des années 80 (Den Xiaoping), avec une accélération prodigieuse à partir de son adhésion à l'OMC en 2001. Quant à l'Inde, il démarrera plus tard en 1991. Ce qui fera la différence entre eux au profit de la Chine, proviendra de son régime politique hyper centralisé, pour ne pas dire totalitaire qui sera mis au service des capitalistes américains et européens, tandis que le régime fédéral indien ne présentait pas les mêmes garanties, car demeuré archaïque, semi-féodal, pour ne pas dire livré à l'anarchie et à la corruption généralisée, pour faire bref.

Aujourd'hui, si vous prenez les modes de vie ou les conditions d'un ouvrier en France, en Inde ou en Chine, à peu de choses près vous constaterez qu'ils sont identiques, la même exploitation et oppression, les mêmes charges mensuelles incompressibles et écrasantes, les mêmes difficultés pour se loger, des loyers exorbitants pour des logements exigus, le même endettement car ils achètent tout à crédit, les mêmes difficultés pour se soigner, pour envoyer leurs enfants à l'école, suivre des études, trouver un emploi correspondant à leur qualification, un salaire qui permette de vivre décemment, les mêmes comportements culturels, le même abrutissement médiatique, smartphone en main, plantés devant des écrans dès le plus jeune âge, accros à toute sorte de propagande, à la société de consommation dès qu'ils en ont les moyens, etc.

Ils sont passés du char à bœufs des années 80-90 au SUV ou au scooter électrique, de la route départementale défoncée où on faisait du 40 à 50 km/h de moyenne maximum, à la quatre voies où on roule à 100 ou 120 km/h, les cabanes en feuilles de cocotiers ont pratiquement disparu, tout comme les vélos et les rickshaws ou pousse-pousse, avec 100 roupies on avait de quoi faire nos courses, maintenant il en faut 2 ou 3000, les villes dont devenues des centres commerciaux et des parkings invivables, et tout le reste est à l'avenant.

Matériellement parlant, nous sommes mieux lotis, mais la pauvreté et la précarité n'ont pas changé, elles se sont même aggravées ou elles sont plus cruelles, car la chute qui peut arriver n'importe quand, renvoie celui qui en est victime à des conditions avec lesquelles il n'est plus du tout habitué et qu'il vivra très mal, au point parfois de se suicider.

A aucun moment les masses chinoises ou indiennes n'ont été à l'origine de ce changement qui s'est réalisé en un temps record, elles n'y ont pas été associées, elles n'y ont pas participé, elles l'ont entièrement subi, contrairement à la France où le mouvement ouvrier collabora au progrès social, d'où l'illusion qu'il en était à l'origine.

L'interprétation, qu'on nous a fourni du développement économique et du progrès social en France et en Occident, en général, fut frauduleuse, et c'est malheureusement celle que presque tous les militants ont intégrée, d'où leur incapacité à comprendre la situation avec les conséquences qui en découlent.

A quoi bon expliquer tout cela si tout le monde s'en fout. C'est ce que je me dis parfois. Par acquis de conscience, je me dis que je me dois de partager les conclusions auxquelles je suis parvenu, quitte à passer pour un cinglé de la part de ceux qui ne feront pas la part des choses ou manqueront de nuance. Je le sais pertinemment, j'y suis habitué, peu importe.

J'arrête là, je suis malade depuis deux jours.

Totalitarisme. Après avoir acheté les médias, ils achètent les journalistes.

Arnault, Bolloré, Saadé et les Dassault relancent l'ESJ Paris - LePoint.fr 15 novembre 2024

Bernard Arnault, via sa holding Financière Agache, Vincent Bolloré (Compagnie de l'Odéon), les Dassault (avec Koodenvoi, du groupe Habert Dassault Finance) et Rodolphe Saadé (CMA Media) viennent de racheter l'ESJ Paris.

Ils sont accompagnés par d'autres investisseurs, tels que Groupe Bayard Presse, l'ex-président du Medef Pierre Gattaz, Financière de la Lance (Vianney d'Alançon), Spes, Stanislas et Godefroy de Bentzmann, Watchers & co et TSV Immobilier. Contactés, ceux-ci n'ont pas souhaité détailler le projet de relance ni le montage financier. Selon nos informations, un tour de table d'environ 3 millions d'euros, comme l'avait évoqué au printemps le magazine Challenges, a été constitué par Vianney d'Alançon, un entrepreneur de 38 ans qui a notamment racheté le château de la Barben (Bouches-du-Rhône), où il a créé en 2021 le parc à thème sur la Provence le Rocher Mistral. La participation de Bayard a convaincu certains éditeurs de mettre au pot, comme CMA Media, qui a mis quelques centaines de milliers d'euros.

Les personnalités qui participent à sa relance pourraient en faire une pépinière de journalistes pour les nombreux médias qu'ils détiennent : Prisma et ses magazines Capital, Géo... (Vincent Bolloré), Les Échos, Le Parisien, Paris Match, Radio Classique, 40 % du magazine Challenges... (Bernard Arnault), BFMTV, RMC, BFM Business, La Tribune... (Rodolphe Saadé) ou encore La Croix (Bayard). LePoint.fr 15 novembre 2024

Pourvu qu'il n'ait pas la mauvaise idée de partir au Moyen-Orient, là-bas, une balle l'attend...

La justice ordonne la libération du militant propalestinien Georges Abdallah emprisonné depuis 40 ans - BFMTV 15 novembre 2024

Le tribunal d'application des peines a accepté ce vendredi 15 novembre la onzième demande de libération conditionnelle du militant libanais propalestinien Georges Ibrahim Abdallah, emprisonné depuis 40 ans pour complicité de meurtre et libérable depuis 1999, a indiqué à l'AFP le parquet national antiterroriste (Pnat), qui a annoncé faire appel.

"Par décision en date du jour, le tribunal d'application des peines a admis Georges Ibrahim Abdallah au bénéfice de la libération conditionnelle à compter du 6 décembre prochain, subordonnée à la condition de quitter le territoire national et de ne plus y paraître", a précisé le Pnat dans un communiqué.

Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en 1986 pour complicité de l'assassinat de deux diplomates, un Américain et un Israélien, Georges Abdallah, emprisonné au centre pénitentiaire de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), est selon ses soutiens *"le plus vieux prisonnier au monde lié au conflit du Moyen-Orient"*.

En complément :

Liberté pour Simón Trinidad!

A l'initiative de la Coordination américaine pour les droits des peuples et des victimes de l'emprisonnement politique, une campagne internationale vient d'être lancée pour exiger des gouvernements américain et colombien qu'ils rapatrient Simón. Par Maurice Lemoine

Mémoire des luttes 15 novembre 2024 - Mondialisation.ca, 16 novembre 2024

https://www.mondialisation.ca/liberte-pour-simon-trinidad/5694003?doing_wp_cron=1731828859.2280330657958984375000

Santé.

Didier Raoult passe à l'attaque et dénonce la contamination des vaccins ARNm par de l'ADN dangereux.

<https://hal.science/hal-04778576v1>

La production rapide de vaccins à base d'ARN messenger (ARNm) a été choisie comme la stratégie la plus adaptée pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

Trois études ont rapporté la présence d'ADN en quantités significatives dans les vaccins à ARNm de Pfizer.

Nous avons cherché à confirmer la présence de cet ADN résiduel. La quantification de l'ADN plasmidique du vaccin à l'aide du fluorimètre Qubit sur un flacon de vaccin a montré qu'il était de 216 ng/dose en moyenne et environ 24 fois plus élevé, atteignant 5160 ng/dose en moyenne, après traitement au Triton-X-100.

De plus, nous avons obtenu par séquençage de nouvelle génération la séquence de la matrice vaccinale d'ADN plasmidique complète (7824 paires de bases) avec une couverture élevée (98,3%) et des profondeurs de séquençage (moyenne, 4181-4389 lectures), indiquant la présence de l'ADN plasmidique en nombre élevé de copies.

Ces résultats appellent à une évaluation du nombre de copies et de la nature de l'ADN dans les vaccins à ARNm à plus grande échelle et en plusieurs lots, notamment en ce qui concerne le risque putatif d'intégration de l'ADN après administration dans les cellules.

En fait, ces résultats d'énormes quantités de séquences d'ADN plasmidique par la dose de vaccin soulèvent notamment des interrogations quant à un risque putatif de son intégration dans l'organisme humain après son entrée dans les cellules en raison de leur conditionnement dans des lipides cationiques (Klinman et al, 2010).

Dans la thérapie génique basée sur l'ADN, il a été rapporté qu'une proportion de 10 à 20% des cellules sont généralement transfectées et environ 1 à 10% des cellules transfectées de manière transitoire sont devenues stables transfectées à la suite d'une intégration ultérieure probablement via des événements de croisement.

J-C - On appelle transfection le processus de transfert de gènes, c'est-à-dire l'introduction de matériel génétique exogène dans des cellules eucaryotes, n'utilisant pas comme vecteur un virus, par opposition à la transduction. Wikipedia

Éthique médicale : indépendance professionnelle ou soumission ? - AIMSIB 17 novembre 2024

Si le congrès AIMSIB 2024 de Lyon a remporté un très grand succès, ce fut grâce à la qualité exceptionnelle de nos différents orateurs. Une prise de parole a particulièrement marqué l'auditoire, c'est celle d'Amine Umlil, docteur en Pharmacie, ancien praticien hospitalier en charge de la pharmacovigilance pour l'hôpital de Cholet et mis à pied depuis des lustres pour avoir publiquement douté de la politique gouvernementale des temps de Covid, ainsi que de la licéité juridique des injections géniques qui s'y rattachaient. Rejugé en appel ce 12 novembre après avoir été condamné à deux ans de suspension, voici sa présentation d'une limpidité rare quant à la protection que les ordres professionnels « *devraient* » déployer pour protéger les lanceurs d'alerte. Mais dans la vraie vie depuis 2020...

<https://www.aimsib.org/2024/11/17/ethique-medicale-independance-professionnelle-ou-soumission/>

Commentaires de lecteurs que je partage :

1- Remarquable discours de monsieur Amine Umlil ! Bravo ! Si seulement tous les médecins, chirurgiens, pharmaciens avaient cette honnêteté, cette dignité, cette rigueur et ce courage la France se porterait infiniment mieux ! Vraiment bravo et toute notre admiration !

2- Bravo cher docteur Umlil; votre analyse est remarquable.

3- Merci Docteur Amine Umlil pour la clarté de votre exposé qui devrait être transmis dans toutes les facultés de médecine !

Sur la situation politique et sociale en France.

Avec Jordan Bardella, le Rassemblement national tente un tournant libéral pour grand remplacer la droite - Le HuffPost 15 novembre 2024

Après des années à dénoncer la politique fiscale injuste d'Emmanuel Macron, et des prises de position guidées par la doctrine « *ni droite, ni gauche* » chère à Marine Le Pen, les troupes du Rassemblement national accentuent leur virage libéral, au point d'encourager une politique pro-entreprise proche de la droite traditionnelle.

Certes, l'amorce de ce tournant ne date pas de l'automne. Sous l'impulsion de son président Jordan Bardella, le parti lepéniste a déjà gommé plusieurs mesures sociales phares de son programme lors des dernières législatives (sur les prix planchers pour les produits agricoles ou certaines hausses de salaires). Mais il est désormais particulièrement visible au Palais Bourbon et semble largement assumé.

Conséquence du discours du chef : à l'Assemblée, les troupes lepénistes sont régulièrement venues en soutien du « *socle commun* » de Michel Barnier sur sa feuille de route budgétaire et les dispositifs mis en place ou encouragés par la macronie. Quitte à sauver les meubles de leurs adversaires — qui n'ont pas brillé par leur présence — et s'afficher en soutien d'une stratégie qu'ils sont pourtant censés honnir.

Conséquence du discours du chef : à l'Assemblée, les troupes lepénistes sont régulièrement venues en soutien du « *socle commun* » de Michel Barnier sur sa feuille de route budgétaire et les dispositifs mis en place ou encouragés par la macronie. Quitte à sauver les meubles de leurs adversaires — qui n'ont pas brillé par leur présence — et s'afficher en soutien d'une stratégie qu'ils sont pourtant censés honnir.

Concrètement, les députés d'extrême droite ont refusé pêle-mêle le retour de l'ISF (impôt sur la fortune) — dont Marine Le Pen critiquait la suppression il y a encore quelques mois — ou le rehaussement de la flat tax porté par le NFP et le MoDem, pour faire contribuer davantage les revenus du capital, là aussi à rebours d'anciennes déclarations. Le tout, pour défendre plutôt des dispositifs favorables aux gros patrimoines, sur l'héritage entre autres.

Longtemps, le Rassemblement national a effectivement développé un discours souverainiste (et des mesures xénophobes), mais en le teintant de quelques touches sociales. En somme, il promettait d'exclure les étrangers des dispositifs d'aides pour mieux les réserver aux Français, tout en ferrailant contre les durcissements réguliers des règles de l'allocation chômage ou de la transformation du RSA (revenu de solidarité actif).

À tel point que Jean-Philippe Tanguy, le « *monsieur finances* » du parti, s'élevait, en 2023 contre « *la notion d'assistanat* », pourtant très en vogue à droite. Pour lui « le smicard n'est pas malheureux à cause du RMiste [bénéficiaire du RMI, l'ancêtre du RSA] et personne ne vit durablement avec un RSA. » Le député de la Somme louait même, à cette époque, la position constante et « *courageuse* » de sa candidate sur ces sujets, cette même Marine Le Pen qui qualifiait par exemple de trop « *droitarde* » la réforme de l'assurance chômage voulue par Élisabeth Borne à l'époque.

Mais qu'en est-il un an plus tard ? Hormis l'abrogation de la réforme des retraites, difficilement assumée depuis les dernières législatives, et dont les élus lepénistes savent qu'elle n'a aucune chance de passer désormais, les derniers oripeaux de la fibre sociale revendiquée par le parti d'extrême droite se font toujours plus rares. Dans les propositions (où la logique pro-entreprise et

entrepreneuriale l'emporte), mais également dans les discours où, symbole parmi d'autres, le terme « *assistanat* » a désormais sa place.

En réalité, ce changement de ton semble théorisé et planifié au Rassemblement national.

Auprès du HuffPost, un ancien ministre redevenu député, craint à travers ce positionnement « *le possible retour du bon vieux clivage gauche/droite qu'on avait fait sauter en 2017 avec un NFP qui tire sur la gauche, et un RN qui parle désormais comme une droite radicalisée.* » Pour les macronistes, « *c'est un réel risque d'effacement.* » Pour d'autres également. Le HuffPost 15 novembre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Craig Murray : deux semaines à Beyrouth - consortiumnews.com 15 novembre 2024

<https://consortiumnews.com/2024/11/15/craig-murray-two-weeks-in-beirut/?eType=EmailBlastContent&eId=72b485b1-ec4f-4390-8431-6292b050dc17>

La Türkiye n'autorise pas l'avion du président israélien à traverser son espace aérien - aa.com.tr 17 nov. 2024

Des responsables ont confirmé que les autorités israéliennes avaient demandé à ce que l'avion d'Isaac Herzog puisse traverser l'espace aérien turc pour se rendre à la 29e conférence des Nations unies sur le changement climatique. Les autorités turques ont toutefois rejeté cette demande.

Samedi, Herzog a annulé sa participation à la conférence, invoquant des « *problèmes de sécurité* », selon un communiqué de son bureau. aa.com.tr 17 nov. 2024

Guerre à Gaza : le pape François évoque les accusations de «génocide» et appelle à une enquête - RT 17 nov. 2024

«*D'après certains experts, ce qui se passe à Gaza a les caractéristiques d'un génocide. Il conviendrait d'étudier cela attentivement afin de déterminer si [la situation] correspond à la définition technique formulée par les juristes et les organismes internationaux*», a estimé le pape François dans un livre à paraître et dont des extraits ont été publiés ce 17 novembre en Italie.

Ces propos, d'après une agence de presse française, proviennent du nouveau livre du pape François, *L'espérance ne déçoit jamais. Pèlerins vers un monde meilleur*, qui sera publié le 19 novembre en Italie, en Espagne et en Amérique du Sud. Des extraits ont été publiés ce 17 novembre par le quotidien *La Stampa*.

Ce rapport, qui doit être présenté à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, a déjà suscité une vive réaction des États-Unis, premier soutien de l'État hébreu, qui l'ont fermement condamné, la diplomatie américaine exprimant son «*total désaccord*».

Au commencement était le terrorisme sioniste.

J-C – Précisons, avant les banquiers juifs, dont les Rothschild, profitèrent de leur énorme richesse pour financer la colonisation sioniste de la Palestine, pour acheter cette terre dans l'esprit d'en chasser un jour tous les habitants arabes avec l'aide militaire anglo-saxonne, puis américaine.

Rappels sur le conflit israélo-palestinien (1/5) : au commencement était le terrorisme sioniste

Cet article a pour but d'informer le public francophone que le terrorisme est souvent utilisé pour diaboliser la lutte d'autodétermination palestinienne et minimiser la souffrance du peuple palestinien, que le terrorisme a été initié par les sionistes. Loin d'être châtiés, ils ont été récompensés par l'octroi d'un État (55% de la Palestine pour 20% de la population). Les palestiniens désabusés n'ont fait que suivre l'exemple de leurs «*grands frères*» dans le métier. Si un sioniste vous accuse de soutenir le Hamas parce que vous dénoncez les crimes d'Israël, rappelez-lui que les sionistes aussi ont été des terroristes.

Organisations terroristes juives

La Haganah (1920-1948)

La Haganah était l'organisation militaire principale de la communauté juive (Yishuv) en Palestine. Son but était de protéger les juifs et leurs établissements contre les attaques arabes, particulièrement pendant la révolte arabe de 1936-1939.

Elle a adopté une approche défensive et une stratégie de «dissuasion», mais a également mené des attaques contre des cibles arabes en période de conflit. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle coopérait avec les Britanniques contre l'occupation nazie en Europe. La Haganah a fini par devenir la base de l'armée israélienne après la fondation d'Israël.

L'Irgun (1931-1948)

L'Irgun, dirigée par Menachem Begin, était un groupe paramilitaire sioniste radical, visant à établir un État juif sur l'ensemble de la Palestine, y compris par la violence contre les Britanniques et les Arabes.

L'Irgun a adopté une stratégie de terreur, commettant des attentats et des massacres pour forcer la main des Britanniques et expulser les Arabes. L'attentat de l'hôtel King David en 1946, qui a tué 91 personnes, en est un exemple marquant. Après la fondation d'Israël, l'Irgun a été intégrée dans l'armée israélienne.

Lehi ou groupe Stern (1940-1948)

Le Lehi, dirigé par Avraham Stern, était un groupe encore plus radical que l'Irgun, avec un objectif de lutte violente contre les Britanniques et de création d'un État juif basé sur des principes nationalistes et révisionnistes.

Le Lehi a commis de nombreux attentats, y compris des assassinats de hauts responsables britanniques, et prônait une politique plus extrémiste. Ils se sont également associés à l'Allemagne nazie en 1941, espérant obtenir leur soutien contre les Britanniques.

Comme l'Irgun, Lehi a été dissous après la fondation de l'État d'Israël, et ses membres ont été intégrés dans l'armée israélienne.

Le Parti travailliste (Poalei Zion)

Ce groupe, plus modéré et socialiste, visait la création d'un État juif par des moyens diplomatiques et économiques, en mettant l'accent sur la construction d'une infrastructure juive en Palestine et sur la collaboration avec les autorités britanniques.

Les membres de Poalei Zion ont joué un rôle important dans l'établissement de l'infrastructure agricole et industrielle juive, notamment à travers les kibboutzim et la mise en place de syndicats de travailleurs.

Le Parti travailliste s'est allié à la Haganah et a joué un rôle central dans la création de l'État d'Israël, en soutenant le processus de négociation avec les Britanniques et les Nations unies.

La Jewish Agency (Agence juive)

Fondée en 1929, la Jewish Agency représentait l'Organisation sioniste mondiale en Palestine et avait pour mission de superviser l'immigration juive, le financement des infrastructures et les relations diplomatiques avec les autorités britanniques.

Elle utilisait la diplomatie, la négociation et l'organisation pour promouvoir l'établissement d'un État juif. Elle était considérée comme le bras exécutif du mouvement sioniste modéré. Après la fondation d'Israël, la Jewish Agency a été transformée en une institution gouvernementale, supervisant l'immigration juive en Israël.

Le mouvement révisionniste (Zionisme révisionniste)

Le sionisme révisionniste, dirigé par Ze'ev Jabotinsky, prônait un État juif indépendant dans toute la Palestine historique, avec une approche beaucoup plus militante que les sionistes sociaux-démocrates. Jabotinsky croyait en la nécessité d'une armée juive forte et dans la résistance à l'occupation britannique par la violence. Il prônait aussi l'immigration juive massive en Palestine. Après la Seconde Guerre mondiale, ses partisans ont intégré des groupes comme l'Irgun et ont joué un rôle important dans la fondation de l'État d'Israël.

NB : Benjamin Netanyahou est un sioniste révisionniste.

Villages palestiniens détruits ou incendiés

Les années 1930 ont été marquées par une escalade de la violence dans le contexte du conflit sioniste-arabe en Palestine. Bien que l'attaque systématique de villages palestiniens par des groupes sionistes radicaux soit plus fréquemment associée aux années suivant la Seconde Guerre mondiale, des actes de violence ont bien eu lieu durant la décennie précédente, particulièrement en réponse aux révoltes palestiniennes contre la domination britannique et l'immigration juive.

La révolte arabe de 1936-1939

La violence pendant les années 1930 a culminé avec la révolte arabe de 1936-1939, qui a été une réponse directe à la politique britannique et à l'afflux croissant de migrants juifs en Palestine. En réponse à cette révolte, certains groupes sionistes ont mené des attaques contre des villages palestiniens.

Les attaques ont souvent été menées par des groupes paramilitaires comme l'Irgun et la Haganah, mais aussi par le groupe plus radical Lehi (le groupe Stern). Ces groupes ont mené des actions violentes pour contrer les révoltes arabes, et dans certains cas, ils ont visé les villages palestiniens qu'ils considéraient comme des soutiens à la rébellion.

Les massacres de 1929 et 1936-1939

Avant la révolte de 1936, en 1929, un massacre contre les Palestiniens a eu lieu à Hébron et Safed, où des juifs radicaux ont tué des Arabes en représailles à des attaques contre des communautés juives. Bien que ces massacres aient été davantage le fait de tensions communautaires et non directement de groupes paramilitaires sionistes, ils ont alimenté la haine entre les communautés et ont incité des attaques de part et d'autre.

Les opérations de la Haganah et de l'Irgun

Durant les années 1930, les groupes comme l'Irgun ont utilisé des attaques ciblées contre des infrastructures et des communautés arabes en tant qu'actes de résistance contre l'autorité britannique. Leur objectif était de déstabiliser le mandat britannique et de créer une pression pour l'immigration juive. Ces attaques ont parfois visé des villages arabes, que ce soit en raison de leur soutien perçu à la révolte arabe ou pour revendiquer des territoires stratégiques.

Destruction de villages et attaques contre des villages palestiniens ont aussi eu lieu dans ce cadre de violences politiques, bien que la plupart des exactions contre les Palestiniens aient été documentées à partir de 1947. Les premiers signes de cette stratégie de «*nettoyage*» des territoires par la violence se retrouvent dans les années 30, bien que ce soit à une échelle plus réduite par rapport à la période 1947-1948. La violence dans les années 30 a souvent été une réponse à des soulèvements locaux.

Des attaques violentes ont été menées par des groupes paramilitaires sionistes comme l'Irgun, le Lehi (groupe Stern) et la Haganah. Ces groupes cherchaient à déstabiliser les forces britanniques et à renforcer la présence juive en Palestine en expulsant les Palestiniens et en sécurisant des territoires pour un futur État juif.

Certains de ces groupes ont systématiquement attaqué des villages palestiniens, les incendiant, détruisant des maisons et commettant des massacres. Parmi les exemples les plus célèbres, on peut citer le massacre de Deir Yassin en avril 1948, où environ 100 habitants palestiniens ont été tués par l'Irgun et le Lehi. Bien que cet incident ait eu une forte résonance dans la mémoire palestinienne et mondiale, il a été suivi par d'autres attaques similaires. De nombreux villages ont été abandonnés ou complètement détruits, certains par incendies ou attaques directes, ce qui a conduit à l'exode massif des Palestiniens pendant la guerre de 1948.

La destruction des villages palestiniens et les massacres qui ont eu lieu avant et pendant la guerre de 1948 font partie d'un ensemble d'événements tragiques pour les Palestiniens, qualifiés de Nakba. Des milliers de Palestiniens ont été contraints de fuir et de vivre en exil, un processus qui a

profondément marqué l'identité palestinienne et est encore au cœur des revendications liées au droit au retour des réfugiés palestiniens

Attentat de l'hôtel King David

L'hôtel King David à Jérusalem était le quartier général de l'administration britannique en Palestine. Il abritait également des bureaux militaires, des services de renseignements et des officiers britanniques. L'Irgun a choisi de cibler cet hôtel en raison de son importance stratégique pour les autorités britanniques.

Le groupe a placé une charge explosive dans la section de l'hôtel où se trouvaient les bureaux administratifs britanniques, dans le but de détruire les installations gouvernementales et de provoquer un maximum de dégâts. Avant l'explosion, les membres de l'Irgun ont averti l'hôtel par téléphone, mais les autorités britanniques n'ont pas évacué rapidement l'hôtel, pensant que l'alerte était une ruse.

Le bombardement le 22 juillet 1946 a tué 91 personnes (principalement des Britanniques, mais aussi des juifs et des Arabes) et en a blessé de nombreuses autres. Il a été l'un des attentats les plus meurtriers de l'époque.

Bien que l'attaque ait été critiquée par certains segments du mouvement sioniste, elle a également eu un large soutien parmi les radicaux qui estimaient que la violence était nécessaire pour parvenir à un État juif.

Assassinat de l'envoyé de l'ONU

L'assassinat du Comte Folke Bernadotte, diplomate suédois et ancien membre de la famille royale de Suède, a été perpétré le 17 septembre 1948 par des membres du Lehi, également connu sous le nom de groupe Stern. C'était un groupe radical sioniste qui avait recours à des méthodes terroristes pour atteindre ses objectifs, notamment pendant la période précédant la création d'Israël. Ce groupe, dirigé par Avraham Stern, prônait l'utilisation de la violence pour obtenir un État juif sur toute la Palestine historique, sans compromis. Le Lehi considérait Bernadotte comme un obstacle à leurs objectifs, notamment en raison de son plan de partage de Jérusalem et de son approche modérée sur les questions de réfugiés.

Sources :

- Benny Morris (1999). *«Righteous Victims : A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-2001»*. Vintage Books.
- Ilan Pappé (2006). *«The Ethnic Cleansing of Palestine»*. Oneworld Publications.
- Al Jazeera : *«Palestinian villages destroyed during the 1948 Nakba»*.
- <https://jewishwebsite.com/july-22-1946-the-bombing-of-the-king-david-hotel>
- Avi Shlaim, *«The Iron Wall»* (2000)
- Benny Morris, *«The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited»* (2004).

<https://reseauinternational.net/rappels-sur-le-conflit-israelo-palestinien-1-5-au-commencement-etait-le-terrorisme-sioniste/>

Abkhazie.

Abkhazie : l'opposition prend le contrôle d'un complexe de bâtiments gouvernementaux - RT 15 nov. 2024

L'opposition abkhaze a réussi à prendre le contrôle de l'ensemble du complexe des bâtiments gouvernementaux en Abkhazie, pays reconnu par la Russie situé dans le Caucase. Les forces de l'ordre qui assuraient la sécurité à l'intérieur ont commencé à les quitter.

Les émeutiers ont d'abord pris le contrôle du bâtiment de l'administration présidentielle, alors que le président abkhaze, Aslan Bjanja, n'y était pas présent. Plus tard, l'opposition a réussi à prendre le contrôle de l'ensemble du complexe des bâtiments gouvernementaux, y compris le cabinet des ministres et le Parlement. Selon les déclarations de ses représentants, elle entend rester sur place jusqu'à ce que le président démissionne.

Ce vendredi 15 novembre, le parlement d'Abkhazie devait examiner la question de la ratification de l'accord avec la Russie concernant la mise en œuvre de projets d'investissement. L'opposition a annoncé une action de protestation devant le bâtiment du Parlement et a appelé les résidents d'Abkhazie à y participer activement, car elle considère l'accord comme préjudiciable à la souveraineté économique du pays. Les forces de l'ordre de la République ont été mises en alerte renforcée. Dès le matin du 15 novembre, des centaines de personnes se sont rassemblées devant le bâtiment du Parlement.

L'opposition abkhaze estime qu'en cas de ratification de l'accord avec la Russie concernant les investissements, des entreprises russes commenceront la construction d'appartements en Abkhazie, ce qui entraînera une hausse des prix du logement. Elle considère également que la construction d'appartements créera des risques pour l'économie de l'Abkhazie et pourrait nuire aux petites et moyennes entreprises du pays.

Au total, 21 députés sur 35 ont participé à la session de ratification de l'accord, mais cette session a finalement été annulée, en raison de la pression exercée sur les députés abkhazes, selon le président du Parlement Lacha Achuba. Les représentants de l'opposition ont exigé une nouvelle convocation du parlement abkhaze pour éliminer complètement la question de la ratification.

Par ailleurs, le député de la Douma russe Konstantine Zatouline, a déclaré que la construction et la vente d'appartements aux Russes serait un acte de justice. Selon lui, la plupart des résidents d'Abkhazie possèdent la citoyenneté russe et ont les mêmes droits en Russie qu'en Abkhazie, tandis que les Russes en Abkhazie n'ont pas le droit d'acheter des logements, ce qui est injuste.

Le conflit entre l'Abkhazie et la Géorgie s'est intensifié en 1992, lorsqu'une guerre civile a éclaté. En 1993, avec le soutien de la Russie, les Abkhazes ont réussi à repousser les troupes géorgiennes et ont déclaré l'indépendance de la région. L'Abkhazie s'est séparée de la Géorgie et a été reconnue par la Russie en 2008, suite au conflit armé avec Tbilissi plus tôt cette année-là.

Troubles en Abkhazie : la patrie «est en danger», avertit le président Bjanja - RT 17 nov. 2024

Dialogue de sourds en Abkhazie entre le président et les manifestants qui réclament sa démission. Aslan Bjanja accepte de démissionner si l'opposition quitte les bâtiments gouvernementaux qu'ils ont investis depuis deux jours, mais ceux-ci ont rejeté cet appel brandissant la menace de constituer un «gouvernement provisoire» dès ce 17 novembre au soir s'il ne renonce pas à la présidence.

«Nos exigences restent inchangées. Aslan Bjanja doit démissionner», a déclaré Adgur Ardzinba, président de l'organisation «Mouvement populaire abkhaze», cité ce 17 novembre par RIA Novosti.

«Je ne veux pas que les gens pensent que je m'accroche au pouvoir. Nous devons plutôt trouver une solution constitutionnelle. Si nous ne respectons pas la Constitution, notre pays ne survivra pas», a pour sa part déclaré le président, s'adressant à ses partisans près d'un bâtiment scolaire à Tamysh, son village natal, où il s'est réfugié.

«Ceux qui ont pris le contrôle, ceux qui ont tenté un coup d'État, doivent quitter les lieux. Après cela, je serai prêt à convoquer des élections et à démissionner. Le vice-président dirigera le pays et j'organiserai des élections», a-t-il poursuivi.

L'Occident tenterait de pousser la Géorgie à ouvrir «un second front» contre la Russie - RT14 nov. 2024

Le climat politique en Géorgie, déjà marqué par de fortes tensions internes, subit désormais des pressions diplomatiques. Kakha Kaladze, maire de Tbilissi et chef du parti au pouvoir, Rêve géorgien, a affirmé ce 14 novembre que des représentants de certaines ambassades occidentales avaient exhorté la Géorgie à ouvrir un «second front» contre la Russie, suggérant une stratégie de guérilla une fois les premières attaques lancées. Kaladze n'a pas précisé quels pays ou ambassadeurs étaient à l'origine de ces recommandations, mais il a souligné le caractère direct et insistant de ces appels à la confrontation.

«Les représentants de certaines ambassades nous ont directement incités à déclencher une guerre avec la Russie, et lorsque nous avons demandé ce qu'il se passerait ensuite, la réponse était claire : nous devrions basculer vers une guérilla», a-t-il déclaré lors d'une interview avec la chaîne géorgienne Imedi. Cette déclaration rejoint celle de Bidzina Ivanichvili, président honoraire de Rêve géorgien, qui avait déjà évoqué les sollicitations d'un haut fonctionnaire occidental pour initier un conflit militaire de courte durée avec la Russie, suivi d'une résistance de guérilla. RT14 nov. 2024

Abkhazie : selon le ministre de la Justice, des représentants d'ONG ont été financés afin de «déstabiliser le pays» - RT 18 nov. 2024

Les services spéciaux occidentaux financent des ONG en Abkhazie dans le but de déstabiliser la situation, a déclaré le ministre de la Justice Anri Bartsits lors dans une interview à la compagnie nationale de télévision et de radio d'Abkhazie (AGTRK), relayée sur Telegram par le Centre d'information présidentiel d'Abkhazie.

«Nous répétons depuis quatre ans que les services de renseignement occidentaux financent certains représentants d'organisations non gouvernementales», a déclaré Bartsits insistant sur le «certains». «Le but de ce financement était de déstabiliser la situation dans notre pays, de créer le chaos et une image négative de notre pays sur la scène internationale», a-t-il poursuivi.

«Lorsque la présidente géorgienne Salomé Zourabichvili félicite les manifestants de l'opposition abkhaze de leur victoire, lorsque des citoyens de Géorgie et d'Ukraine envoient leurs félicitations, nous devrions nous demander si nous sommes sur la bonne voie» a par ailleurs estimé Bartsits.

Etats-Unis.

Conflit en Ukraine : Washington a alloué près de 183 milliards de dollars depuis février 2022 - RT 17 nov. 2024

Le total des fonds alloués par le Congrès des États-Unis depuis l'éclatement du conflit en Ukraine début 2022, dans le cadre de l'opération «**Atlantic Resolve**», s'élève à «*au moins 182,99 milliards*» de dollars, selon le dernier rapport de l'inspecteur général (IG) du Pentagone publié le 14 novembre.

Avant la fin du mandat de Joe Biden, fin janvier 2025, Washington entend fournir à l'Ukraine les 7,1 milliards de dollars d'aide restant approuvés en avril dernier par le Congrès des États-Unis. Moscou, pour sa part, a condamné les livraisons d'armes occidentales, estimant qu'elles repoussaient les perspectives d'un règlement du conflit.

Ce faisant, les États-Unis et leurs alliés sont donc responsables d'un durcissement des tensions et de la prolongation du conflit, avertit Moscou.

Les choix de Trump sont tous des faucons de guerre néoconservateurs féroce­ment dévoués à Israël

Si George W. Bush était élu pour un troisième mandat, voici à quoi ressemblerait son cabinet. Rubio, Waltz, Stefanik, Hegseth. Pas un pacifiste parmi eux. Pas un candidat anti-guerre parmi eux. Pas même un non-interventionniste parmi eux. Chaque choix est un va-t-en-guerre de droite dur à cuire qui s'est engagé à marcher au pas avec le paria-État le plus notoire du monde, Israël.

Ce qui est clair, c'est que l'annonce à grand renfort de publicité selon laquelle Trump ne choisirait ni Mike Pompeo ni Nikki Haley pour des postes ministériels était un faux-fuyant évident destiné à induire ses partisans en erreur. Les partisans de Trump ont été amenés à croire que «*les choses avaient changé*» alors qu'en fait, la seule chose qui a changé est que Trump a officiellement rejoint la famille des créatures du marais qu'il s'était engagé à éliminer.

<https://reseauinternational.net/les-choix-de-trump-sont-tous-des-faucons-de-guerre-neoconservateurs-ferocement-devoues-a-israel/>

Donald Trump nomme Brendan Carr pour « démanteler le cartel de la censure » des Gafam - LePoint.fr/AFP 18 novembre 2024

Le président élu des États-Unis a nommé Brendan Carr pour diriger le régulateur américain des télécoms, la FCC. L'homme a pour mission de s'attaquer aux géants de la tech et de « démanteler le cartel de la censure ».

L'intéressé a réagi sans tarder sur X : « *Nous devons démanteler le cartel de la censure* » – imposé selon lui par les géants de la tech que sont Google, Apple, Facebook ou encore Microsoft – « *et restaurer le droit à la liberté d'expression des Américains* ».

« *L'organisme orwellien nommé NewsGuard ainsi que des groupes de “vérification des faits” et des agences de publicité ont contribué à faire respecter les récits unilatéraux. Le cartel de la censure doit être démantelé* », avait-il ajouté vendredi 15 novembre sur le réseau X.

L'accès à Internet dans les zones rurales est le sujet qui a valu à Brendan Carr de s'assurer du soutien d'Elon Musk, nommé par Donald Trump à la tête d'une commission pour l'« efficacité gouvernementale ». En 2022, en effet, la FCC avait révoqué une subvention de 885 millions de dollars qui avait été accordée fin 2020 à Starlink, fournisseur d'accès Internet par satellite et l'une des sociétés d'Elon Musk. Ce financement devait permettre d'apporter l'Internet à haut débit aux foyers et aux entreprises rurales, mais Starlink et l'autre compagnie bénéficiaire de ces fonds « *n'ont pas réussi à démontrer que les fournisseurs étaient capables de fournir le service promis* », avait indiqué la FCC. Brendan Carr s'était alors élevé contre cette décision.

Brendan Carr est également l'auteur du chapitre sur les télécoms du « projet 2025 », un document de près de 900 pages élaboré par le cercle de réflexion conservateur Heritage Foundation et feuille de route pour la refonte de l'État fédéral sous Donald Trump. « *La FCC doit changer de cap* » et « *atteindre quatre objectifs principaux : reprendre le contrôle des Big Tech, promouvoir la sécurité nationale, libérer la prospérité économique et garantir la responsabilité et la bonne gouvernance de la FCC* », y écrit-il. LePoint.fr/AFP 18 novembre 2024

Etats-Unis : A tout juste 27 ans, Karoline Leavitt devient la porte-parole de l'administration Trump - 20 Minutes/AFP 16 novembre 2024

A 27 ans, Karoline Leavitt a été nommé vendredi porte-parole de la Maison-Blanche, un poste aussi prestigieux qu'exposé. Ancienne porte-parole de la campagne présidentielle de Donald Trump, elle s'apprête à devenir le visage officiel de l'exécutif américain, chargé de répondre aux questions de la presse de manière quotidienne.

Le parcours de Karoline Leavitt témoigne de son ascension fulgurante dans les sphères politiques républicaines.

Originaire de l'Etat du New Hampshire, Karoline Leavitt s'est souvent définie comme une jeune femme ancrée dans les réalités de la classe moyenne. « *Je n'ai pas grandi dans une famille politique. Comme la plupart des Américains, j'ai grandi dans une famille d'entrepreneurs de la classe moyenne, ici, dans mon Etat natal du New Hampshire. J'ai plongé dans la politique à l'université* », a-t-elle confié lors d'un podcast diffusé vendredi sur la chaîne conservatrice Fox News. 20 Minutes/AFP 16 novembre 2024

Etats-Unis : Trump crée le Conseil national de l'énergie pour relancer la domination du pays - 20 Minutes/AFP 16 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a annoncé vendredi la création d'un Conseil national de l'énergie (CNE). Ce nouvel organisme sera chargé de guider les Etats-Unis vers la « *domination énergétique* ». Doug Burgum, gouverneur du Dakota du Nord, a été choisi pour le diriger tout en assumant le rôle de ministre de l'Intérieur, un poste axé sur la gestion des terres fédérales.

Cette double nomination suscite déjà de nombreuses inquiétudes parmi les organisations environnementales. En effet, Doug Burgum, réputé proche de l'industrie pétrolière et gazière, pourrait faciliter l'ouverture de territoires fédéraux, comme les parcs nationaux, à la prospection énergétique.

Le CNE visera à « *réduire les formalités administratives, renforcer les investissements du secteur privé et se concentrer sur l'innovation en lieu et place des régulations de long terme absolument pas nécessaires* », a déclaré Donald Trump dans un communiqué.

Etats-Unis : Trump nomme à l'Energie Chris Wright, un climatosceptique soutenu par les pétroliers - 20 Minutes/AFP 17 novembre 2024

Dirigeant d'une entreprise dans la fracturation hydraulique, Chris Wright aura pour feuille de route la dérégulation du secteur de l'Energie

Sa candidature était soutenue par les entreprises du secteur du pétrole, souligne le *Financial Times*.

Le prochain détenteur du portefeuille de l'Energie dirige donc l'entreprise Liberty Energy, qu'il a fondée en 2011, et est spécialisée dans la fracturation hydraulique, une méthode polluante d'extraction d'hydrocarbures. Dans un post sur son compte LinkedIn il y a un an, il avait jugé qu'« *il n'y a pas de crise climatique et nous ne sommes pas non plus en pleine transition énergétique* ». « *Le terme de pollution par le carbone est scandaleux* » car toute vie dépend du dioxyde de carbone, avait-il ajouté, réfutant également les termes « *d'énergie propre ou d'énergie sale, toutes les sources d'énergie ont des impacts à la fois positifs et négatifs sur le monde* ».

Diplômé des prestigieux MIT et UC Berkeley, Chris Wright a fondé en 1992 l'entreprise Pinnacle Technologies, « *dont les innovations contribuent au lancement de la production commerciale de gaz de schiste et créent une industrie de cartographie des fractures hydrauliques* », précise le site Internet de Liberty Energy. Il a ensuite été président de Stroud Energy, « *l'un des premiers producteurs de gaz de schiste, avant de le vendre au pionnier du schiste Range Resources en 2006* ». 20 Minutes/AFP 17 novembre 2024

États-Unis: Doug Burgum, un proche des groupes pétroliers nommé secrétaire à l'Intérieur - RFI 15 novembre 2024

Le président élu des États-Unis, Donald Trump, a déclaré jeudi 14 novembre avoir choisi le gouverneur du Dakota du Nord, Doug Burgum, pour occuper le poste de secrétaire à l'Intérieur. Ancien patron d'une entreprise de logiciels qu'il a revendue à Microsoft, il avait présenté sa candidature à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle avant de la retirer et d'apporter son soutien à Donald Trump.

Et donc maintenant, après avoir fait le lien entre la campagne républicaine et les entreprises pétrolières, Doug Burgum va diriger la politique énergétique américaine.

Le département de l'Intérieur aux États-Unis, qui diffère de celui de la Sécurité intérieure, est le ministère chargé de la gestion des terres fédérales, qui représentent plus d'un quart du territoire américain et comprennent les parcs nationaux et les territoires tribaux.

Ukraine.

Le régime de Kiev apporte son aide aux terroristes en Syrie- InfoBrics - Mondialisation.ca, 14 novembre 2024

La coopération entre les terroristes wahhabites et les néonazis ukrainiens semble de plus en plus évidente. Au-delà des preuves de la présence d'islamistes radicaux sur le champ de bataille ukrainien, il a été récemment révélé que les services de renseignement ukrainiens aident les membres d'une branche d'Al-Qaïda en Syrie, en fournissant des informations stratégiques aux forces dissidentes locales pour qu'elles attaquent les troupes du gouvernement légitime de Bachar Al-Assad.

Selon des sources proches du gouvernement syrien interrogées par les médias russes, Kiev travaille avec des membres du groupe Hayat Tahrir-al-Sham (HTS), anciennement Jabhat al-Nusra, une milice salafiste extrémiste qui contrôle actuellement certaines parties de la province syrienne d'Idlib. Le groupe est issu d'une division locale d'Al-Qaïda et de nombreux analystes affirment qu'il reçoit des fonds de la Turquie et du Qatar, bien que ces États nient ces accusations. (...)

Cela n'est pas surprenant, étant donné que les néonazis ukrainiens et les militants salafistes travaillent pour les mêmes intérêts occidentaux. L'Occident a toujours été impliqué dans les actions de ces groupes, ce qui explique l'alliance anti-russe actuelle. C'est une preuve supplémentaire qu'aucune diplomatie n'est possible entre Moscou et le régime de Kiev, puisqu'il est absolument inacceptable de négocier avec des terroristes.

https://www.mondialisation.ca/le-regime-de-kiev-apporte-son-aide-aux-terroristes-en-syrie/5693947?doing_wp_cron=1731617865.5354619026184082031250